

Préambule

L'économie circulaire consiste à concevoir et produire des biens et des services de manière durable en limitant l'utilisation de ressources nouvelles grâce à l'écoconception, la réparation, la réutilisation, le réemploi, le recyclage. Ce modèle créateur de valeur et d'emplois souvent non délocalisables s'oppose à l'économie linéaire (extraire des ressources, produire, consommer et jeter) qui reste aujourd'hui le modèle le plus largement répandu. En 2023, 17,6 % de l'activité économique française utilise des ressources issues du recyclage, ce taux est de 11,8 % en moyenne pour l'Europe (Source : Eurostat).

Pour faire face à ces nécessaires transitions écologiques, économiques et sociales, une feuille de route économie circulaire en déclinaison opérationnelle de l'ambition Rev3 et les différents schémas régionaux (le SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement et Développement Durable et d'Egalité des Territoires, le SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation, le PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) a été votée en 2020.

Les actions menées depuis ont permis de créer des conditions nécessaires à l'évolution des modèles, d'accompagner des entreprises et des territoires vers de nouveaux modèles économiques plus durables, de faire émerger des expérimentations innovantes et remarquables (bilan présenté en annexe).

La Région a joué un rôle prépondérant dans les révolutions industrielles passées et a initié également une démarche unique et proactive sur la troisième révolution industrielle avec Rev3 en se positionnant comme précurseur sur cette ambition grâce à de multiples initiatives, expérimentations, actions innovantes.

Sur la base de ce bilan, **la Région donne une nouvelle impulsion visant à déployer massivement l'économie circulaire, transformer l'économie régionale, passer de projets démonstrateurs ou de dimension locale à un déploiement industriel afin de créer plus de valeur et d'emplois en s'appuyant sur une gestion plus durable des ressources du territoire.**

La loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) a été adoptée en 2020 dans le but de favoriser une économie circulaire, réduire les déchets et promouvoir la durabilité. La loi engage la responsabilité des producteurs dans une meilleure utilisation des ressources et a établi pour le financement de ces actions les éco-contributions. Les éco-organismes récoltent les éco-contributions par filières et sont chargés de prendre en charge les produits en fin de vie mais également prévenir la production de déchets (notamment par l'écoconception). **Le plan d'action proposé servira également de colonne vertébrale pour la coordination de conventionnement avec ces partenaires incontournables.**

Le plan d'action comporte 2 volets :

- Le cadre stratégique des actions régionales,
- Les projets d'industrialisation de l'économie circulaire s'appuyant sur la mission bénévole menée par André DUPON dont les principales recommandations ont été présentées en séance plénière du 30 janvier 2025.

La plan d'action a été construit en appréhendant l'ensemble du cycle de vie des produits :

AMONT Soutenir l'écoconception de produits durables, pour un meilleur usage des ressources

USAGE Maximiser l'usage des produits et des matières en favorisant la réparation, la réutilisation et le changement de modèle économique

AVAL Soutenir le réemploi et le recyclage pour optimiser l'utilisation des ressources par des démarches innovantes

Premier volet du plan d'action : cadre stratégique des actions régionales

I) Créer les conditions nécessaires au changement de modèle et d'échelle :

- 1.1 Emplois et compétences, accompagner les entreprises et former aux nouveaux métiers en s'appuyant sur le Plan d'action « Métiers d'avenir Rev3 », politique régionale emploi formation qui vise à accompagner la transformation économique en répondant aux besoins des entreprises :
 - Évaluer les besoins à 10 ans, le potentiel d'emplois et les compétences requises,
 - Au travers du Programme Régional de Formation, concevoir et ajuster des parcours adaptés pour répondre aux besoins du marché, par exemple poursuivre le développement de l'Ecole du recyclage et de la Ressource (En2r, créée en 2023 à Lomme) en ajoutant de nouveaux modules de formation,
 - Renforcer l'attractivité des métiers : valoriser les emplois, les formations et les carrières,
 - Former et accompagner vers l'emploi : faciliter l'accès à la formation et l'insertion professionnelle,
 - Faciliter le recrutement pour les entreprises, notamment les PME (en lien avec Proch'Emploi).
- 1.2 Soutenir l'innovation, la recherche, et les formations supérieures
 - Accentuer le soutien à la recherche sur des programmes stratégiques pluriannuels en s'appuyant sur le dispositif régional InSPIR - "Initiatives Scientifiques Pilotes d'Intérêt Régional",
 - Soutenir les chaires industrielles et les collaborations structurantes entreprises / universités,
 - Coordonner un réseau de recherche régional pluri et interdisciplinaire sur l'économie circulaire (recherche technologique mais aussi sur les sciences humaines et sociales),
 - Intégrer davantage les principes de l'économie circulaire dans les cursus de formation supérieure,
 - Généraliser les projets étudiants et créer le premier challenge inter-établissements,
 - Mobiliser les parcs d'innovation et les accélérateurs Rev3 labs (CCI et Région) sur l'économie circulaire.
- 1.3 Mobiliser les citoyens vers de nouveaux usages et modes de consommation
 - Sensibiliser et informer les citoyens sur les modes de consommation responsables en s'appuyant sur les partenaires et les éco organismes, les collectivités... (par exemple promotion de la consigne),
 - Structurer et coordonner l'offre régionale de la réparation : les « Repair café » (qui permettent d'aider les citoyens à réparer leurs objets) et tous les acteurs de la réparation avec l'impulsion du « bonus réparation » (textile, cordonnerie, équipements électroniques...),
 - Fédérer les acteurs de la seconde main en s'appuyant sur la tradition des braderies comme marqueur culturel Hauts-de-France.
Exemple d'action : campagne régionale sur la consigne prévue fin 2025
- 1.4 Mobiliser les collectivités pour diffuser les principes de l'économie circulaire
 - Déployer les stratégies locales de prévention des déchets,
 - Encourager et accompagner les PLPDMA (programmes locaux de prévention des déchets ménagers) afin de couvrir 100% du territoire régional,
 - Encourager la prévention en contractualisant avec les collectivités (tarification incitative, tri et la valorisation des biodéchets...),
 - Encourager la lutte contre le gaspillage alimentaire auprès des particuliers et des collectivités,
 - Améliorer les performances de collecte et tri des matières premières secondaires issues des déchets des ménages et des entreprises pour favoriser les chaînes de valorisation,
 - Encourager la prise en compte de l'économie circulaire dans les documents d'urbanisme (afin de favoriser le réemploi dans le bâtiment par l'identification des gisements et des besoins),
 - Développer et animer un réseau régional des matériauthèques.
 - L'Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) permet de mettre en lien les acteurs d'un territoire (d'une zone d'activité par exemple) afin de gérer collectivement les ressources et les besoins. La Région et l'ADEME ont créé un réseau de territoires ayant initié ces démarches (COM'EIT) avec pour objectifs :

- D'outiller les territoires afin de les aider à construire des boucles d'économie circulaire, créer une culture de la mutualisation et de la valorisation. Faire des territoires : des zones d'ancrage et de mobilisation de filières particulières d'économie circulaire ; des points de départ d'un raisonnement territorial circulaire ; des zones d'application de dimensions réglementaires (déchets, achats publics...),
- D'intégrer l'optimisation des ressources énergétiques (réseau de chaleur) et humaines,
- Animer une communauté régionale des territoires autour de l'économie circulaire et s'inscrire également dans les réseaux européens.

1.5 Accélérer les achats publics circulaires

- Relever le défi d'intégrer davantage d'achat publics circulaire pour la Région Hauts-de-France,
 - Sensibiliser les collectivités via le CERDD (Centre Ressource Développement Durable) et le réseau régional APURE (Etat Région qui promeut et forme sur les achats publics responsables) sur la base du référentiel achat public Rev3 et former les TPE PME à mieux répondre à ces marchés publics.
 - Proposer des formations aux acheteurs publics et techniciens des collectivités (en lien avec le CNFPT),
 - Promouvoir l'intégration d'un « lot réemploi » dans les marchés publics de travaux.
- Exemple d'action : partenariat Emmaüs Connect pour le réemploi du matériel informatique

II) Accélérer la transformation de l'industrie régionale

Ce second point présente les actions spécifiques en direction des entreprises et des porteurs de projets qui permettront de diffuser et d'industrialiser l'économie circulaire en Hauts-de-France.

2.1 Accompagner individuellement les entreprises

- A intégrer l'écoconception et les démarches d'économie circulaire (en mobilisant les outils existants, comme le booster transformation Rev3, ou le FRATRI),
 - A améliorer les process de production et la digitalisation, en s'appuyant sur l'Industrie du Futur dont les solutions permettent d'orienter la production vers une économie plus circulaire,
 - En identifiant les projets complémentaires à nos chaînes de valeur existantes et en accompagnant l'implantation de nouvelles activités (en lien avec Nord France Invest).
- Objectif d'accompagner 1 000 entreprises

2.2 Déployer les partenariats inter filières pour accélérer l'innovation et conquérir de nouveaux marchés (en articulation étroite avec la feuille de route régionale innovation)

- Cibler les filières historiques et les filières émergentes à fort potentiel en région : batteries, bioéconomie, textile, bâtiment, et promouvoir un meilleur usage des ressources,
 - Identifier et qualifier les gisements de matières (coproduits ou déchets pouvant devenir des coproduits) afin d'ouvrir de nouvelles perspectives en utilisant les coproduits d'une filière pour de nouveaux usages dans d'autres filières, en s'appuyant sur l'Odema (observatoire déchets matières)
 - Identifier avec les grands groupes régionaux des grappes d'entreprise puis les accompagner collectivement à déployer des activités plus circulaires.
- Exemple d'action : analyse des débouchés de coproduits du chanvre pour des produits du bâtiment

2.3 Identifier les opportunités et diffuser les nouveaux modèles économiques : réaliser une veille prospective sur de nouvelles activités / marchés potentiels que peuvent fournir le réemploi, la consigne, l'économie de la fonctionnalité, sortie du statut de déchet... Puis structurer de consortiums rassemblant les compétences régionales à mettre en lien pour initier ces projets et saisir ces opportunités à l'échelle régionale (identification des flux, sourcing, logistique, débouchés...).

Exemple d'action : accompagnement collectif des acteurs de la consigne (Hauts-la-consigne, le Fourgon...)

2.4 Réaliser un travail d'analyse sur les filières émergentes afin de cartographier précisément les acteurs mais également les flux entre ces acteurs afin d'identifier les gisements et les débouchés potentiels en région, en lien avec les outils d'intelligence économique et de développement de la recherche innovation.

Second volet du plan d'action : projets d'industrialisation de l'économie circulaire s'appuyant sur les recommandations de la mission bénévole d'André DUPON.

En complément du premier volet qui doit créer les conditions favorables à une diffusion large dans le tissu économique régional, un second volet identifie des projets permettant de changer d'échelle à court terme.

Proposition 1 : renforcer la filière batteries en développant notamment le *sourcing* en amont (mines urbaines) et le réemploi puis le recyclage :

AMONT
USAGE
AVAL

- Priorisant l'accélération de la R&D au stade des prototypes et démonstrateurs.
- Soutenant la technique d'hydrométallurgie qui est la plus opérationnelle à court terme en accompagnant l'installation d'un site industriel.
- Suscitant et mobilisant une chaîne logistique de grande envergure sur la collecte des mines urbaines pour les cartes électroniques, les batteries usagées en fin de vie, les métaux et alliages.
- Accompagnant de manière intensive les programmes émergents de recyclage de batteries pour un changement d'échelle sur la fabrication et le recyclage.

Proposition 2 : recycler les plastiques, l'enjeu majeur de la séparation en amont, du recyclage et de la réincorporation en aval.

AVAL

- Créer un site industriel de séparation et de régénération des plastiques avant recyclage.
- Implanter en Hauts-de-France une unité industrielle utilisant la solution innovante de broyage à chaud des plastiques.
- Identifier et qualifier les solutions d'industrialisation selon les différentes technologies et les différents usages avec les partenaires mobilisés, notamment Team2, Euramaterials, CD2e, S3PI...

Proposition 3 : structurer le recyclage textile à l'échelle régionale

AVAL

- Promouvoir le recyclage en créant et produisant des fibres recyclées. Par exemple les procédés mis en œuvre par le Centre Européen des Textiles Innovants (CETI) à Roubaix, qui innove en modélisation, en expérimentation et en industrialisation des matières textiles du futur.
- Poursuivre les expérimentations sur les différentes technologies et l'identification des gisements ainsi que les usages potentiels (nouveaux marchés).

Proposition 4 : créer 10 grandes plateformes de collecte, tri, traitement et valorisation des Produits et Matériaux de la Construction et du Bâtiment (PMCB)

Il s'agit dans un premier temps de développer un outil numérique permettant la valorisation de matériaux pouvant être utilisés dans la construction (issus du réemploi, de valorisation de matières...).

En s'appuyant cet outil numérique, développer plusieurs modèles de plateformes, notamment :

AVAL

- Le réemploi in situ : sur de grosses opérations, déconstruire sur place et réemployer ce qui peut l'être.
- La mise en réseau digitale entre immeubles et chantiers : l'exemple de l'application REUTIL qui met en contact générateurs de PMCB et utilisateurs/acheteurs.
- La création de plateformes de réemploi pour les matériaux ne pouvant être réutilisés immédiatement.

L'objectif final étant d'accompagner, animer et coordonner un réseau régional de plateformes permettant une augmentation importante du réemploi dans le bâtiment.

Proposition 5 : structurer une filière régionale de réemploi des briques.

Le gisement en Hauts-de-France est substantiel et représente une opportunité. Il s'agira de structurer avec les industriels du bâtiment et les bailleurs sociaux une filière de valorisation :

AVAL

- En réemploi direct : si les briques sont en bon état, elles peuvent être nettoyées et réutilisées dans de nouvelles constructions ou rénovations.
- En réutilisation dans des projets décoratifs : les briques anciennes ou partiellement endommagées peuvent être utilisées en briques de parement, ou pour des allées de jardins urbains.

Proposition 6 : accompagner le développement de 10 giga ressourceries-recycleries

Créer 10 grandes plateformes locales de nouvelle génération multi-produits de stockage, réemploi et recyclage, dans une logique de massification et de modèle économique soutenable :

AVAL

- Intégrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie circulaire : collecte-récupération, réparation, upcycling, recyclage, occasion, location, circuits courts...
- Où l'on travaille : activités de production et de services autour de la circularité produit, de la fonctionnalité et de la valeur d'usage.
- Où l'on innove et on échange : lieux d'incubation, d'expérimentations préindustrielles.
- Où l'on partage, apprend et se rassemble : lieux de sensibilisation et de formation.
- Avec un écosystème unique et innovant associant collectivités / Syndicats mixtes de déchets, gestionnaires de déchetteries (régie ou privé) et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Proposition 7 : créer le premier centre commercial de France sur les produits du réemploi

Le recours croissant aux produits de seconde main et de réemploi rend possible la création d'un centre commercial spécialisé :

USAGE
AVAL

- Accueillant des enseignes diverses, couvrant un large spectre de biens, services et produits de réemploi, avec une offre complète et transversale : habillement, électroménager, jardin, bricolage, cuisine, sport, ressourcerie, alimentaire, jouet, location d'équipements, matériaux de construction, ameublement, mobilier, décoration, alimentaire...
- Doté d'une stratégie foncière associant public et privé : des entrepôts, des ateliers de production, des magasins, des bureaux, de la formation à la réparation.
- Doté d'une stratégie commerciale et d'un modèle économique reprenant les codes du commerce.
- Nécessitant une surface de 6 000 m², pour 25 cellules commerciales, une zone de restauration de 200 m², un centre de formation, un Fablab de type Repair Café, un espace de conférence, des espaces fonctionnels (réserve, locaux pour le personnel...).

ANNEXE 1 : mise en œuvre, pilotage et animation du plan d'action

Le plan d'action dans sa globalité est pluridisciplinaire, des groupes projets seront ainsi montés afin d'assurer la mise en œuvre des actions en coordonnant ainsi l'ensemble des moyens nécessaires.

NB : le plan d'action transversal s'articule autour des schémas et politiques régionales suivants :

- Stratégie de spécialisation intelligente (S3)
- SRDEII Schéma Régional de Développement économique d'Innovation et d'Internationalisation notamment l'axe 3.1 économie circulaire)
- SRESRI, Schéma Régional Enseignement Supérieur Recherche Innovation
- Feuille de route Innovation 2025-2028
- Feuille de route régionale d'économie circulaire 2020 ;
- PRPGD avec son PRAEC 2019 ; SRADDET volet déchets 2020 et 2024 ;
- Feuille de route régionale ESS 2024-2028
- Feuille de route REV3 2022-27

a) La gouvernance de la démarche :

Le pilotage du plan d'action est assuré par André GENELLE, Conseiller régional délégué à l'économie circulaire.

Le Comité de pilotage sera coordonné au niveau du « Comité d'articulation des fonds Rev3 » qui rassemble la Région et l'ADEME. Ce comité de pilotage et l'ensemble de la feuille de route constitueront également le contenu et la gouvernance de l'axe transversal de la S3 « Intégrer la problématique de la nécessité d'un nouveau modèle de développement ».

Le suivi et la coordination technique des différents groupes projets pluridisciplinaires est assuré au niveau de la Direction Hauts-de-France Entreprises, un Comité technique rassemblant l'ensemble des équipes projets se réunira tous les trimestres, notamment en amont des Comités de Pilotage.

Chaque action sera mise en œuvre par un groupe projet et synthétisée dans une fiche action présentant les enjeux, les partenaires mobilisés (internes et externes), les objectifs et les moyens.

Un temps fort annuel rassemblant l'ensemble des acteurs intervenant sur le champ de l'économie circulaire sera organisé.

b) Mobiliser des financements sur 3 ans

- Lever autant que possible les financements privés et notamment ceux des éco organismes par des conventionnements avec les filières REP (responsabilité élargie des producteurs) à enjeux pour notre territoire (emballages, textile, bâtiment, équipements électriques et électroniques...)
- Région :
 - FRATRI économie circulaire et les dispositifs de droit commun (10 M€)
 - Booster Transformation Rev3, dispositifs ESS, entrepreneuriat, digitalisation des entreprises... (5 M€)
- Fonds européens
 - FEDER (50 M€ sur les lignes économie circulaire et recherche)
 - FEAMPA
 - FTJ (180 M€ disponibles)
- Projets européens :
 - Interreg Cross Roads et Cross S3 (3 M€ mobilisables)
 - RIV Circular (près de 2 M€ mobilisables)
 - Autres opportunités à saisir (plan d'action Européen en cours de finalisation)

**Mobilisation de 250 M€
sur 3 ans pour
industrialiser l'économie
circulaire**

**Effet levier attendu sur
des fonds privés et éco-
organismes**

c) Objectifs

Action	Thématique	Indicateur	Objectif ou modalité de suivi
1.1	Emploi formation	Augmentation du nombre d'emplois dédiés à l'économie circulaire	De 25 000 emplois en 2023 à 30 000 emplois en 2030
		<i>Nombre d'entreprises accompagnées*</i>	<i>Actions RH, GPEC, recrutement</i>
		<i>Opérations emploi-formation financées et taux de retour à l'emploi*</i>	<i>Dispositifs financés et du taux d'insertion professionnelle</i>
		<i>Montant d'investissement dans l'offre pédagogique*</i>	<i>Budget mobilisé pour les plateaux techniques</i>
		<i>Nombre d'entrées en formation*</i>	<i>Toutes voies confondues</i>
		Nombre de métiers émergents ou en mutation identifiés	Cartographier 15 à 20 métiers porteurs
<i>* objectif à préciser après une étude diagnostic</i>			
1.2	Innovation et recherche	Nombre de partenariats recherche/entreprises	30
		Nombre de projets de recherche en économie circulaire	12
		Nombre de thèses en économie circulaire	18
		Nombre de chercheurs impliqués dans le réseau régional	80
1.3	Accompagner les citoyens	Actions régionales de sensibilisation auprès des citoyens	10
		Structuration et animation d'un réseau régional de la réparation	Cartographie et coordination des acteurs
		Augmenter le nombre de Repair cafés en région	Passer de 200 à 275
		Augmenter le nombre de salons de la réparation sur les Hauts-de-France	Passer de 2 à 10
1.4	Accompagner les collectivités	Accompagner les collectivités sur le volet prévention des déchets	25 à 30 projets
		Développer de nouvelles ressources issues des déchets ménagers	30 à 35 projets
		Accueillir les rencontres nationales de l'EIT en région	En 2025
		Augmenter le nombre de territoires déployant une démarche d'EIT	Passer de 12 à 20
		Constituer et animer un réseau européen des territoires EIT	d'ici 2027
1.5	Achat public responsable	Parvenir à 30% d'achats circulaires en 2030 pour la Région	30%
2.1	Accompagner les entreprises	Diffusion de l'économie circulaire dans le tissu économique régional	1 000 entreprises accompagnées
2.2	Innovation et filières	Accompagner des projets d'innovation pour l'économie circulaire	40 projets accompagnés
2.3	Nouvelles opportunités	Identifier et diffuser des opportunités de développement de nouvelles activités	20 opportunités
		Accompagner des entreprises au développement de nouvelles activités	30 entreprises accompagnées
		Accompagner des entreprises vers l'économie de la fonctionnalité	30 entreprises accompagnées
2.4	Nouvelles filières	Analyse et cartographie des acteurs et des flux, identification des opportunités	3 analyses
		Structurer, animer et coordonner les filières ainsi identifiées	3 structurations de filières
3.1	Batteries	Emergence et accompagnement de projets structurants	Mobiliser 60 M € pour accompagner 20 projets structurants
3.2	Plastiques	Emergence et accompagnement de projets structurants	Mobiliser 30 M € pour accompagner 10 projets structurants

3.3	Textiles	Emergence et accompagnement de projets structurants	Mobiliser 20 M € pour accompagner 10 projets structurants
3.4	Réemploi pour le bâtiment	Accompagnement à l'émergence d'un réseau régional	10 Plateformes de réemploi
3.5	Réemploi des briques	Structurer et développer la filière régionale	Mobiliser 5 M€ pour passer à l'échelle industrielle
3.6	Ressourceries recycleries	Accompagnement à l'émergence d'un réseau régional	10 Plateformes de nouvelle génération
3.7	Centre commercial du réemploi	Déployer une offre commerciale innovante dédiée au réemploi	Centre commercial régional du réemploi, 5 000 m²

Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)

« Déploiement d'un réseau régional de plateformes de réemploi des produits et matériaux de construction, et développement d'un outil numérique de coordination des plateformes »

I/ Contexte

Dans un contexte de transition écologique et d'économie circulaire, la valorisation des déchets du bâtiment constitue un levier majeur pour réduire l'impact environnemental du secteur de la construction. Le réemploi des matériaux et produits issus des chantiers, en particulier, représente une alternative vertueuse au recyclage ou à la mise en décharge.

La Région Hauts-de-France souhaite structurer et dynamiser une filière régionale du réemploi des matériaux du bâtiment, en s'appuyant sur les dynamiques locales, les savoir-faire existants, les ressources des territoires et l'implication des acteurs du secteur.

II/ Les enjeux pour les Hauts-de-France

Dans le cadre du plan d'action pour l'industrie circulaire en Hauts-de-France, la Région appréhende l'ensemble des problématiques liées à l'économie circulaire, de la recherche à la formation en passant par l'accompagnement des entreprises et la sensibilisation des citoyens.

Ce plan permet de créer les conditions nécessaires à l'industrialisation de l'économie circulaire dans la construction, par exemple en étudiant les nouveaux métiers et en formant les salariées et demandeurs d'emploi sur les techniques de déconstruction sélective, ou en cofinçant des expérimentations, des démonstrateurs ou des investissements structurants sur la thématique (ces sujets étant l'objet d'autres actions du plan).

III/ Objectifs du présent AMI

La finalité est donc :

- D'une part d'imaginer, structurer, accompagner et coordonner un réseau de grandes plateformes de PMCB afin que chaque entreprise régionale de la construction puisse s'impliquer dans cette dynamique et trouver des produits, des matières et matériaux à proximité.
 - En identifiant et mobilisant les porteurs de projets publics et privés
 - En proposant des solutions d'accompagnement

- En coordonnant les projets tout en favorisant les synergies
- D'autre part d'identifier le meilleur outil numérique pour favoriser l'anticipation des chantiers de déconstruction et construction, de mettre ainsi en lien l'offre et la demande de PMCB, et également de connecter les différentes plateformes régionales

IV/ Typologies de porteurs

L'AMI s'adresse en priorité :

- ✓ aux acteurs économiques : entreprises, acteurs de l'économie sociale et solidaire, éco organismes concernés (Ecomineraux, Valobat, Ecomaison et Valdelia)
- ✓ aux collectivités locales (et leurs groupements)
- ✓ aux bailleurs sociaux

Seront particulièrement étudiés les projets émanant de synergies d'acteurs complémentaires (consortiums publics-privés, territoires et éco organismes) permettant de constituer des plateformes de taille conséquente avec un démarrage opérationnel à court terme.

Il sera important de démontrer également la portée géographique des projets en permettant aux entreprises d'un large bassin d'emploi d'utiliser la plateforme et de participer aux flux de produits, de matières et matériaux déployant ainsi massivement l'économie circulaire dans la construction.

VI/ Confidentialité

Les autorités régionales s'engagent à respecter strictement la confidentialité de l'ensemble des pièces et des éléments qui seront transmis en réponse à cet AMI.

VI/ Modalités d'identification des initiatives

Cet AMI sera lancé dès l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Un dossier type de réponse à l'AMI sera proposé et mis à disposition sur le site internet régional à l'adresse : <https://www.hautsdefrance.fr>

Ce dernier permettra aux répondants de décrire leur proposition : présentation synthétique, partenariats, problématiques traitées, description des étapes, suites attendues, impacts et premiers éléments financiers.

L'ensemble des propositions seront étudiées au regard des solutions qu'elles apportent aux différents enjeux identifiés ainsi que leur capacité à être mises en œuvre opérationnellement à court terme.

L'impact socio-économique sera apprécié également, notamment la capacité à créer des emplois, et proposer un service aux entreprises locales avec un modèle économique soutenable.

VII/ Forme de soutien

Les lauréats de cet AMI devront s'engager à participer à une dynamique de coopération régionale autour de la problématique de l'économie circulaire. Cette dynamique aura pour but la mise en place d'échanges pour faire émerger des coopérations et des boucles de valeurs régionales renforcées sur le sujet de l'économie circulaire dans la construction.

- Un accompagnement technique pourra être proposé par les services de la Région, en lien avec les partenaires régionaux.
- Les propositions faisant état d'un besoin de financement seront orientées pour étude vers les dispositifs régionaux de droit commun (FRATRI, aides à l'innovation, aides aux entreprises, ...) ou des fonds européens de développement économique régional (PO FEDER, Fonds de Transition Juste, ...), selon le besoin et l'éligibilité aux dispositifs et outils disponibles.

Le présent AMI n'a pas pour objet d'attribuer des financements. Les financements n'interviendront qu'après dépôt d'un dossier de demande de subvention dans le cadre des différents dispositifs régionaux en place. Le soutien régional se fera conformément aux régimes cadres exemptés de notification relatifs aux aides aux entreprises, à la protection de l'environnement, à la recherche, au développement et à l'innovation en vigueur.

VIII/ Durée

L'AMI est ouvert pour une durée de trois années à compter de la date à laquelle la délibération l'ayant approuvé a été rendue exécutoire.

Les projets et contributions seront étudiés au fil de l'eau.

IX / Contact

Pour toutes questions sur les modalités de réponses, les éléments attendus, le contact :

Direction Hauts-de-France Entreprises

AMI-transitions@hautsdefrance.fr

Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)

« Déploiement d'un réseau régional de ressourceries – recycleries de nouvelle génération »

I/ Contexte

Le réemploi et le recyclage sont aujourd'hui à généraliser afin de réduire l'utilisation des matières nouvelles. La loi AGECE (anti gaspillage pour une économie circulaire) prévoit l'obligation pour les déchèteries de mettre en place, à la demande des acteurs de l'économie sociale, solidaire et circulaire, des zones de dépôt pour des objets en bon état ou réparables, pour récupération et réemploi.

La loi AGECE renforce également les obligations des producteurs et le développement systématique de l'écoconception permettant un usage plus durable des ressources, une prolongation de la durée de vie des objets, une réparabilité accrue et un recyclage facilité. Les éco organismes disposent de moyens conséquents (issues des éco participations) pour accompagner des démarches facilitant le développement de l'économie circulaire.

La Région Hauts-de-France souhaite structurer et dynamiser un réseau régional de ressourceries recycleries de nouvelle génération intégrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie circulaire : collecte-récupération, réparation, upcycling, recyclage, écoconception, ventes d'occasion, locations, circuits courts... afin de favoriser le réemploi et développer ainsi l'activité dans les territoires en favorisant la création d'emplois locaux.

II/ Les enjeux pour les Hauts-de-France

Dans le cadre du plan d'action pour l'industrie circulaire en Hauts-de-France, la Région appréhende l'ensemble des problématiques liées à l'économie circulaire, de la recherche à la formation en passant par l'accompagnement des entreprises et la sensibilisation des citoyens.

Parmi les actions de ce plan, le développement d'un réseau de ressourceries recycleries devra permettre d'accélérer la dynamique afin de :

- Favoriser le réemploi et la réparation des objets
- Développer des filières locales de valorisation, notamment avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Contribuer à la création d'emplois non délocalisables
- Renforcer la sensibilisation des citoyens sur la nécessité de changer de modèle en démontrant l'intérêt économique et écologique de penser au réemploi plutôt que l'achat de produits neufs.

III/ Objectifs du présent AMI

La finalité est donc de :

- **Structurer un réseau régional** de lieux innovants de réemploi et de réparation
- **Développer de nouveaux modèles économiques** associant réemploi, numérique (traçabilité, plateformes de dons/vente en ligne), logistique et partenariats avec les filières existantes (textiles, équipements électriques et électroniques, meubles, vélos, ...).
- **Soutenir les expérimentations et création d'activités**
- **Sensibiliser et former** les différents publics et favoriser les échanges
- **Renforcer l'ancrage territorial** : implication des collectivités locales, des habitants et des acteurs de l'ESS.
- **Créer des emplois durables et inclusifs**, en particulier pour des publics éloignés de l'emploi.
- **Réduire significativement les tonnages de déchets enfouis ou incinérés** grâce à la valorisation matière et au réemploi.

Pour ce faire, 2 phases sont envisagées :

- dans un premier temps court, d'identifier les compétences permettant d'animer, accélérer et coordonner la démarche,
- dans un second temps de permettre aux porteurs de construire une réponse en phase avec les objectifs

IV/ Typologies de porteurs

L'AMI s'adresse en priorité :

Pour la phase 1 :

Aux opérateurs ayant démontré (par des opérations réalisées) leurs connaissances et leur capacité technique d'accompagner, de conseiller et de coordonner aux côtés de la Région les initiatives de ressourceries-recycleries qui émergeront de la phase 2 de l'AMI.

Pour la phase 2 :

- ✓ aux collectivités locales (et leur groupements), aux syndicats de gestion des déchets
- ✓ aux acteurs économiques : entreprises, acteurs de l'économie sociale et solidaire, éco organismes concernés

Seront particulièrement étudiés les projets émanant de synergies d'acteurs complémentaires (consortiums publics-privés, territoires et éco organismes) permettant de constituer des plateformes multi-produits de taille conséquente avec un démarrage opérationnel à court terme.

VI/ Confidentialité

Les autorités régionales s'engagent à respecter strictement la confidentialité de l'ensemble des pièces et des éléments qui seront transmis en réponse à cet AMI.

VII/ Modalités d'identification des initiatives

Cet AMI sera lancé dès l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Un dossier type de réponse à l'AMI sera proposé et mis à disposition sur le site internet régional à l'adresse : <https://www.hautsdefrance.fr>

Ce dernier permettra aux répondants de décrire leur proposition : présentation synthétique, partenariats, problématiques traitées, description des étapes, suites attendues, impacts et premiers éléments financiers.

L'ensemble des propositions seront étudiées au regard des solutions qu'elles apportent aux différents enjeux identifiés ainsi que leur capacité à être mises en œuvre opérationnellement à court terme.

L'impact socio-économique sera apprécié également, notamment la capacité à créer des emplois, et proposer un service aux entreprises locales avec un modèle économique soutenable.

VII/ Forme de soutien

Les lauréats de cet AMI devront s'engager à participer à une dynamique de coopération régionale autour de la problématique de l'économie circulaire. Cette dynamique aura pour but la mise en place d'échanges pour faire émerger des coopérations et des boucles de valeurs régionales renforcées sur le sujet de l'économie circulaire.

- Un accompagnement technique pourra être proposé par les services de la Région, en lien avec les partenaires régionaux.
- Les propositions faisant état d'un besoin de financement seront orientées pour étude vers les dispositifs régionaux de droit commun (FRATRI, aides à l'innovation, aides aux entreprises, ...) ou des fonds européens de développement économique régional (FEDER, Fonds de Transition Juste, ...), selon le besoin et l'éligibilité aux dispositifs et outils disponibles.

Le présent AMI n'a pas pour objet d'attribuer des financements. Les financements n'interviendront qu'après dépôt d'un dossier de demande de subvention dans le cadre des différents dispositifs régionaux en place.

VIII/ Durée

Pour la phase 1 : réponses attendues avant le 31 février 2026.

Pour la phase 2 : réponses attendues avant le 5 juin 2026

IX / Contact

Pour toutes questions sur les modalités de réponses, les éléments attendus, le contact :

Direction Hauts-de-France Entreprises

AMI-transitions@hautsdefrance.fr